

Unité bidépartementale de la Charente
et de la Vienne

Angoulême, le 15 mai 2025

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 15 mai 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Syndicat Valorisation Déchets Ménagers de la Charente Calitom

ZE La Braconne, 19 route du lac des Saules
16600 Mornac

Références : 2025 650 UbD 16-86 Env16
Code AIOT : 0007203525

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 mai 2025 dans l'établissement Syndicat Valorisation Déchets Ménagers de la Charente Calitom implanté lieu-dit « Forêt de Jarnac » 16200 Sainte-Sévère. L'inspection a été annoncée le 13 mai 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée pour s'assurer que la mise en sécurité de la zone sinistrée avait été mise en œuvre et que les moyens de lutte incendie remis à niveau (RIA reconnectés, réserves incendie remplies...). Ces vérifications sont liées à des dispositions prises par l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 28 avril 2025.

La visite avait pour objet également de contrôler l'avancement du chantier pour rendre accessible la zone où est survenue l'incendie du 27/04 compte tenu de la présence de petits départs de feu depuis lors requérant la présence du SDIS tous les jours. Afin d'éradiquer ce point chaud, des travaux par la société Sirmet ont été réalisés pour rendre accessibles la zone pour permettre aux pompiers d'éteindre le feu de façon pérenne.

La présence inspection a permis de faire le point sur cette intervention également.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Syndicat Valorisation Déchets Ménagers de la Charente Calitom
- Lieu-dit « Forêt de Jarnac » 16200 Sainte-Sévère
- Code AIOT : 0007203525
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

A Sainte-Sévère, Calitom exploite un pôle de traitement de déchets d'environ 50 ha au lieu-dit « Panneloup ». Ce pôle est notamment composé d'une installation de stockage de déchets non dangereux, d'un quai de transfert et d'une plateforme de broyage de déchets verts.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Restriction d'activité	Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 28 avril 2025, articles 2 et 3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Ressources en eaux et matériaux incombustibles	Arrêté préfectoral du 9 juin 2011, article 7.6.3
3	Sécurité incendie	Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 28 avril 2025, article 3.2
4	Permis feu sur zone sinistrée	Arrêté préfectoral du 9 juin 2011, article 7.4.5.1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de constater que les dispositions de mises en sécurité de la zone sinistrée étaient effectuées, que les moyens de lutte incendie étaient opérationnels et que la mise en sécurité était finalisée (plus aucun déchet en cours de brûlage n'était présent).

La vérification du respect des autres mesures prises dans l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 28 avril 2025 sera réalisée à réception des documents et diagnostics réalisés par l'exploitant concernant les eaux d'extinction, les déchets générés, les résultats des sondages divers réalisés post incendie...

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Ressources en eaux et matériaux incombustibles

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 9 juin 2011, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : « L'exploitant dispose a minima de : [...]» <ul style="list-style-type: none">• des robinets d'incendie armés répartis dans les locaux et situés à proximité des issues. Ils sont protégés contre le gel ; [...]• de système de détection automatique d'incendie [...] » <u>Constat et demande à l'issue de la visite du 28 avril 2025 :</u> « [...] Justifier que les autres zones couvertes du site stockant des déchets combustibles sont bien associées à une détection automatique d'incendie fonctionnelle. »
Constats : <p>Lors de la visite du site, il a été constaté que le quai de transfert dispose bien d'un système de détection automatique d'incendie et qui est contrôlé périodiquement. C'est le seul secteur lié à l'installation qui dispose d'une détection automatique d'incendie.</p> <p>Le robinet incendie en partie haute du quai de transfert a été testé lors de l'inspection et l'essai s'est avéré concluant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Restriction d'activité

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 28 avril 2025, articles 2 et 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : <u>Article 2 :</u> « Les activités, objet de l'incendie, sont mises à l'arrêt et mises en sécurité. » <u>Article 3.1 :</u> « L'exploitant procède sans délai à la mise en sécurité immédiate du site ; les abords du bâtiment de TMB sinistrés sont balisés et tout accès au bâtiment est assujetti à un aval express de l'exploitant dont il conserve la traçabilité. Seules les personnes autorisées par l'exploitant sont admises dans l'enceinte de la zone TMB sinistrée, selon une procédure définie par l'exploitant. Cette interdiction est signalée, ainsi que les risques présents (effondrement, chute de matériel, etc.). »
Constats : <p>Plus aucun stockage n'est réalisé dans le bâtiment TMB et plus particulièrement les zones sinistrées par l'incendie du 27 avril 2025.</p> <p>Des balisages et des restrictions d'accès ont été pris par l'exploitant directement après l'incendie.</p> <p>La mise en sécurité de la zone a été poursuivie par l'intervention de la société Sirmet depuis le 12 mai 2025 pour permettre au SDIS d'accéder à la zone sinistrée où des départs de feu sont toujours observés. Cette intervention va permettre au SDIS d'éradiquer définitivement l'incendie en cours (pouvoir fumigène de la zone incendiée) et mettre en sécurité le secteur.</p>

L'intervention de la société Sirmet consistait notamment à :

- la mise en œuvre d'une pelle pour libérer les bardages résiduels sur les parties hautes des murs banchés de la première case de stockage où est localisé l'engin détruit ;
- démolir partiellement le mur banché, enveloppe extérieure du bâtiment, pour permettre l'accès à la zone ;
- démolir les murs banchés séparant les cases 1-2 et 2-3 pour accéder aux déchets ;
- extraire les déchets de la zone et de les étaler et stocker dans des bennes 30 m³ pour immersion dans de l'eau incendie ;
- réaliser un test de lixiviation sera réalisé pour identifier la filière de traitement des déchets extraits.

Une fois l'accès possible (après intervention de la Sirmet), la stratégie d'intervention a été la suivante (voir mail de l'exploitant du 14 mai 2025) pour traiter les derniers déchets présents dans la case 3 et la méthodologie d'intervention suivante a été retenue :

- *« dans le but de ne pas réutiliser d'eau supplémentaire en grosse quantité (qui viendrait gonfler les volumes d'eau d'extinction déjà importants confinés dans nos bassins) nous privilégions un étouffement des restes de déchets incendiés par apport d'inertes dans la case 3 selon le même procédé qu'un départ de feu dans nos casiers de stockage de déchets » ;*
- *« l'entreprise Garraud TP qui travaille régulièrement pour nous sur l'ISDND est mobilisée à cet effet ; une pelle ainsi qu'un tombereau 6*4 sont détachés pour acheminer les inertes présents sur site vers la zone à traiter dans le TMB ».*

En complément des actions supra, l'exploitant a précisé par courriel du 14 mai 2025 en soirée que :

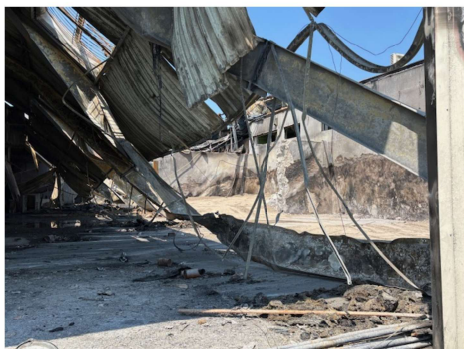
« l'opération de sécurisation de la case 3 est terminée. Environ 90 tonnes de remblais stériles ont été déployées sur une couche d'environ 50 cm sur la zone pour confiner complètement les déchets résiduels encore présents en fond de la case 3 ».

Cette intervention complémentaire a généré :

- 84,42 tonnes de déblais de gravats évacués chez Garandeau ;
- 25,40 tonnes de ferrailles reprises par la SIRMET ;

Reste sur place 2 bennes de 30 m³ de déchets de collecte sélective brûlés en attente de traitement ; des tests de lixiviation seront lancés sur ces 2 bennes très prochainement.

Lors de la visite terrain, il a été constaté que plus aucun foyer incendiaire n'était observé. L'ensemble des déchets de la case 3 ont été confinés. Quelques odeurs de brûlé restent néanmoins perceptibles. Les actions de mise en sécurité sont donc conformes aux plans d'actions de l'exploitant.



Il reste à préciser les filières d'orientation des déchets présents dans les bennes de 30 m³ selon les résultats des tests de lixiviations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous 15 jours, de transmettre les résultats des tests de lixiviations des déchets présents dans les deux bennes de 30 m³ pour en préciser la filière de traitement adéquate.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 28 avril 2025, article 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« [...] Dans les meilleurs délais et sans excéder 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant devra disposer des réserves d'eau incendie et des moyens de pompage et de transfert associés nécessaires à la sécurité du site pour se conformer aux dispositions préfectorales en vigueur (le volume des ressources en eaux utilisées pendant l'incendie doit être complété de nouveau sur site pour disposer des ressources en eau conformes). Si des moyens externes sont requis pour respecter ces conditions, leur disponibilité en tout temps et dans des délais appropriés devra être démontrée. [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, l'exploitant a estimé à près de 400 m³ le volume d'eau utilisée pour lutter contre l'incendie ayant débuté le 27 avril 2025.</p> <p>La réserve incendie, ayant été utilisée pour l'incendie et la gestion des reprises de feu quotidiennes par les pompiers, a été remise à niveau en utilisant l'eau de pluie de la réserve destinée au lavage des camions.</p> <p>L'inspection a permis de constater visuellement que le niveau de la réserve supra était conforme et à son niveau haut (aucune vérification de la capacité du bassin incendie n'a été réalisée par l'inspecteur).</p> <p>Aussi, le réseau de RIA du site a été remis en service et la vanne alimentant les RIA du TMB est maintenue en revanche fermée. Pour s'en assurer, un essai de bon fonctionnement du RIA en partie haute du quai de transfert a été réalisé avec succès.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Permis feu sur zone sinistrée

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 9 juin 2011, article 7.4.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière</p> <p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et</p>

l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure. »

Constats :

En vue d'intervenir pour rendre la zone du sinistre accessible, la société Sirmet a dû procéder à des opérations de travail par point chaud (meulage, cisailage de poutres métalliques et bardages...) de la structure du bâtiment TMB à proximité du hall de réception des OMR.

À cet effet, un permis de feu établi pour une période du 12 au 14 mai 2025 a été établi.

Le permis de feu identifie les points suivants :

- risque : présence de combustibles et isolants et déchets incendiés ;
- mesures de protection contre les projections : extincteur dédié
- moyens d'alerte : téléphone ;
- surveillance du lieu après intervention : 2 h après la fin des travaux pour s'assurer de l'absence de feu couvant.

La complétude du permis de feu n'a pas appelé de remarque de l'inspection.

Enfin, la note descriptive EG19 rév 2 du 6 septembre 2018 donnant des précisions sur les permis de feu indique à l'item « après le travail par point chaud », la nécessité de « *maintenir une surveillance rigoureuse pendant deux heures au moins après la cessation du travail* ». Ce point mériterait d'être complété pour préciser que cette limite des deux heures doit être considérée comme un minimum et que cette ronde post travaux est utile pour détecter l'absence de feu couvant pour éviter tout départ de feu.

À la demande de l'inspecteur, il a été précisé que finalement ce permis de feu n'a pas été mis en œuvre du fait de l'absence de nécessité de réaliser des travaux par points chauds. L'inspection en prend note.

Type de suites proposées : Sans suite